

# **GE\_GERICHTE JTAPI/649/2024 vom 27. Juni 2024**

GE Cour de justice, 2024-06-27, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_JTAPI\\_649\\_2024](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_JTAPI_649_2024)

FR: GE\_GERICHTE JTAPI/649/2024 du 27 juin 2024

IT: GE\_GERICHTE JTAPI/649/2024 del 27 giugno 2024

## **Erwägungen**

### **E. 1**

Le Tribunal administratif de première instance connaît des recours dirigés, comme en l'espèce, contre des décisions prises par le département en application de la loi sur les eaux (LEaux-GE - L 2 05) (art. 115 al. 2 et 116 al. 1 de la loi sur l'organisation judiciaire du 26 septembre 2010 - LOJ - E 2 05 ; art. 130 LEaux-GE).

### **E. 2**

Interjeté en temps utile et dans les formes prescrites devant la juridiction compétente, le recours est recevable au sens des art. 60 et 62 à 65 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 (LPA - E 5 10).

### **E. 3**

Selon l'art. 61 al. 1 LPA, le recours peut être formé pour violation du droit, y compris l'excès et l'abus du pouvoir d'appréciation (let. a), ou pour constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents (let. b). En revanche, les juridictions administratives n'ont pas compétence pour apprécier l'opportunité de la décision attaquée, sauf exception prévue par la loi (art. 61 al. 2 LPA), non réalisée en l'espèce.

- 11/20 - A/2390/2023

Il y a en particulier abus du pouvoir d'appréciation lorsque l'autorité se fonde sur des considérations qui manquent de pertinence et sont étrangères au but visé par les dispositions légales applicables, ou lorsqu'elle viole des principes généraux du droit tels que l'interdiction de l'arbitraire et de l'inégalité de traitement, le principe de la bonne foi et le principe de la proportionnalité (ATF 143 III 140 consid. 4.1.3 ; 140 I 257 consid. 6.3.1 ; 137 V 71 consid. 5.1 ; arrêt du Tribunal fédéral 8C\_763/2017 du 30 octobre 2018 consid. 4.2).

### **E. 4**

Les arguments formulés par les parties à l'appui de leurs conclusions respectives, ainsi que les pièces qu'elles ont produites, seront repris et discutés en tant que de besoin (cf. arrêts du Tribunal fédéral 1D\_2/2017 du 22 mars 2017 consid. 5.1 ; 1C\_304/2016 du 5 décembre 2016 consid. 3.1 ; 1C\_592/2015 du 27 juillet 2016 consid. 4.1 ; 1C\_229/2016 du 25 juillet 2016 consid. 3.1 et les arrêts cités).

### **E. 5**

Conformément à l'art. 22 al. 2 let. b de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire du 22 juin 1979 (LAT - RS 700), l'autorisation de construire n'est délivrée que si le terrain est équipé. Tel est le cas, selon l'art. 19 al. 1 LAT, lorsqu'il est desservi d'une manière adaptée à l'utilisation prévue par des voies d'accès et par des conduites auxquelles il est possible de se raccorder sans frais disproportionnés pour l'alimentation en eau et en énergie, ainsi que

pour l'évacuation des eaux usées.

#### **E. 6**

Selon l'art. 6 al. 1 de la loi fédérale sur la protection des eaux du 24 janvier 1991 (LEaux – RS 814.20), il est interdit d'introduire directement ou indirectement dans une eau des substances de nature à la polluer; l'infiltration de telles substances est également interdite.

Les eaux polluées doivent être traitées. Leur déversement dans une eau ou leur infiltration sont soumis à une autorisation cantonale (art. 7 al. 1 LEaux). Les cantons veillent à l'établissement d'une planification communale et, si nécessaire, d'une planification régionale de l'évacuation des eaux (art. 7 al. 3 LEaux).

#### **E. 7**

À Genève, l'art. 6 de la loi cantonale sur les eaux du 5 juillet 1961 (LEaux-GE – L 2 05) prévoit qu'il est interdit de porter atteinte aux eaux publiques ou privées, notamment par des rejets polluants ou par des travaux, et de jeter, de déposer ou de déverser dans ou hors des eaux des substances de toute nature pouvant, soit directement, soit indirectement, les polluer ou les altérer d'une façon quelconque.

#### **E. 8**

Les cours d'eau et leurs rives doivent être protégés afin de préserver et de rétablir notamment leurs fonctions hydrauliques, biologiques et sociales (art. 10 LEaux- GE).

#### **E. 9**

Les objectifs écologiques pour les eaux et les exigences concernant la qualité des eaux sont fixés par le droit fédéral (soit notamment l'ordonnance fédérale sur la protection des eaux du 28 octobre 1998 (OEaux – RS 814.201). Ils s'appliquent à toutes les eaux du canton (art. 16 al. 1 LEaux-GE). Le canton vérifie si les objectifs sont atteints et les exigences pour les eaux respectées (art. 17 al. 1 LEaux-GE). Si les objectifs et les exigences ne sont pas atteints, l'autorité demande que des

- 12/20 - A/2390/2023 mesures d'assainissement soient prises et, le cas échéant, elle fixe des exigences de qualité ou de quantité renforcées (art. 17 al. 2 LEaux-GE).

#### **E. 10**

Selon l'art. 12 LEaux-GE, le canton effectue les relevés et les études de base d'intérêt général qui comprennent notamment la protection contre les crues (let. a); le cadastre des dangers et les cartes de dangers (let. b); la qualité des eaux superficielles et des eaux souterraines (let. c); les constructions et installations existantes (let. d); la végétation (let. e) ; d'autres aspects de la protection des eaux (let. f) (al. 1). Les études et relevés, décidés par les communes ou les tiers, sont à leur charge. Ils en communiquent les résultats à l'autorité compétente (al. 2). Toute personne désirant réaliser une intervention, qui peut avoir des répercussions sur un cours d'eau aux abords d'une station servant à relever des données, doit obtenir au préalable l'accord de l'autorité compétente (al. 3).

#### **E. 11**

L'évacuation et le traitement des eaux dans les zones urbanisées sont assurés par un système d'assainissement; il se compose d'un système de collecte (réseau de collecte, installations de transport et de gestion des eaux) et d'un système de traitement (installations centralisées ou décentralisées) (art. 53 al. 1 LEaux-GE).

## **E. 12**

L'art. 19 al. 2 2ème phr. LAT prévoit que le droit cantonal règle la participation financière des propriétaires fonciers.

## **E. 13**

L'art. 60a al. 1 LEaux laisse également aux cantons le soin de régler le financement des installations d'évacuation et d'épuration des eaux concourant à l'exécution de tâches publiques en le mettant à la charge de ceux qui sont à l'origine de la production d'eaux usées. Comme sous l'ancien droit, la disposition fédérale réserve la tâche de légiférer en la matière aux cantons de sorte que la réglementation cantonale y afférente constitue du droit cantonal autonome (ATF 128 I 46 consid. 1.b.bb ; ATF 109 Ib 142 consid. 2).

## **E. 14**

Sur le plan cantonal, s'agissant de l'évacuation et du traitement des eaux, le titre V de la LEaux-GE distingue les installations publiques (art. 57 ss LEaux-GE) et les installations privées (art. 64 ss LEaux-GE). Les installations privées ne sont pas explicitement définies dans la LEaux-GE ni dans le règlement d'exécution de la loi sur les eaux du 15 mars 2006 (REaux-GE - L 2 05.01). Les travaux préparatoires de cette loi posent la distinction entre les installations publiques et privées, ce qui n'a suscité aucun débat (MGC 1960 13/II 1050 ss ; MGC 1961 21/III 2202 ss).

L'installation privée au sens de la LEaux-GE se définit, à l'instar de la notion d'installation publique, selon les critères de la propriété des ouvrages et la qualification d'intérêt général ou local de ceux-ci. Ainsi, l'équipement situé sur des terrains appartenant à des particuliers et n'ayant pas été déclaré d'intérêt public constitue une installation privée au sens de la LEaux-GE, avec pour conséquence qu'elle est soumise aux art. 64 ss LEaux-GE (ATA/413/2013 du 2 juillet 2013 consid. 4, confirmé par arrêt du Tribunal fédéral 1C\_721/2013 du 15 juillet 2014).

Le droit genevois distingue les installations privées individuelles (art. 71 LEaux-GE) des installations privées collectives (art. 72 LEaux-GE).

- 13/20 - A/2390/2023

## **E. 15**

Selon l'art. 65 LEaux-GE, les propriétaires sont tenus de raccorder les canalisations d'eaux à évacuer de leur immeuble au réseau public d'assainissement (al. 1). Les canalisations de raccordement au réseau d'assainissement public ou privé sont réputées parties intégrantes de l'immeuble dont elles proviennent (al. 2). Lors de la réalisation ou de la transformation du réseau public existant, les propriétaires sont tenus d'adapter le système d'évacuation des eaux de leur bien-fonds conformément aux exigences du département, aux normes des associations professionnelles et à l'état de la technique (art. 24 al. 1 du règlement d'exécution de la LEaux-GE du 15 mars 2006 ; REaux-GE – L 2 05.01). Chaque propriétaire est tenu de raccorder, à ses frais, les canalisations d'eaux à évacuer de son immeuble aux réseaux publics appropriés (art. 24 al. 3 OEaux-GE).

## **E. 16**

Le raccordement est obligatoire, sauf exception au sens de l'art. 12 LEaux. Le détenteur est notamment tenu d'évacuer les eaux polluées dans des conditions de qualité et de quantité conformes aux exigences de l'ordonnance fédérale sur la protection des eaux (annexe 3

OEaux) (Hans W. STUTZ/Jeannette KEHRLI, Commentaire de la loi sur la protection des eaux et de la loi sur l'aménagement des cours d'eau, 2016 ad art. 11 LEaux, n 23).

#### **E. 17**

Au fur et à mesure de la construction d'installations publiques d'évacuation et de traitement des eaux, les propriétaires peuvent être tenus de mettre leurs installations privées hors service (art. 70 LEaux-GE).

#### **E. 18**

Les installations privées doivent être maintenues par leurs propriétaires en parfait état d'entretien et de fonctionnement (art. 77 al. 1 LEaux-GE). Les ouvrages de collecte, d'évacuation et d'épuration doivent être exécutés et entretenus par leur propriétaire conformément aux règles de la technique et aux normes professionnelles (art. 25 al. 1 REaux-GE).

Les propriétaires des installations privées sont responsables vis-à-vis des pouvoirs publics de tout dommage consécutif à un vice de construction, à un défaut d'entretien ou à l'inobservation des prescriptions légales et réglementaires (art. 78 LEaux-GE).

#### **E. 19**

L'art. 66 LEaux-GE prévoit que le département fixe les conditions d'évacuation des eaux et de raccordement aux canalisations. Lors de la réalisation de nouvelles constructions ou la transformation de constructions existantes, ces conditions sont fixées dans l'autorisation de construire (al. 1). Lors de la construction d'une nouvelle canalisation d'assainissement, le branchement est réalisé selon les directives émises par le département (al. 2). Les branchements doivent être exécutés selon les règles de l'art et aux frais des propriétaires (al. 3). Toutefois, les propriétaires sont exonérés de la moitié des frais lorsqu'un système d'assainissement en remplace un autre, auquel les canalisations de leur propriété ont été raccordées dans les 5 ans précédant leur raccordement au nouveau système d'assainissement (al. 4).

- 14/20 - A/2390/2023

#### **E. 20**

La chambre administrative de la Cour de justice (ci-après: la chambre administrative) a considéré (ATA/413/2013 précité, consid. 5) qu'il résultait d'une lecture parallèle de l'art. 66 al. 3 LEaux-GE avec le titre du chapitre y relatif (chapitre III : Installations privées et obligations des particuliers) et l'art. 65 LEaux-GE que les frais visés par l'art. 66 al. 3 LEaux-GE concernaient le raccordement des installations privées au réseau public d'assainissement. Ainsi, l'art. 66 al. 3 LEaux-GE fondait l'obligation des propriétaires de prendre en charge le coût des installations privées.

#### **E. 21**

La taxe unique de raccordement est exigible pour toute nouvelle construction ou pour toute construction existante, y compris toute voirie publique, lors de son raccordement au réseau secondaire (art. 89 al. 1 LEaux-GE).

#### **E. 22**

Selon l'art. 67 al. 1 LEaux-GE, le département peut, à la demande du propriétaire, exempter de l'obligation de raccordement : lorsqu'elle n'est pas considérée comme opportune et

pouvant être raisonnablement envisagée au sens de l'OEaux, ou lorsque le raccordement à l'égout public nécessite la construction d'une canalisation dépassant 300 m; dans ces cas, une installation d'épuration particulière conforme aux prescriptions légales doit être réalisée dans le délai fixé par le département (let. a); les constructions ou installations existantes que leur propriétaire s'engage à démolir dans le délai fixé par le département (let. b). Lorsque les causes de la dérogation n'existent plus, le raccordement doit être exécuté dans un délai fixé par le département (art. 67 al. 2 LEaux-GE).

Le raccordement d'eaux polluées aux égouts publics hors de la zone à bâtir (art. 11 al. 2 let. c LEaux) est considéré comme opportun (Zweckmässig) lorsqu'il peut être effectué conformément aux règles de la technique et aux coûts de construction usuels (art. 12 al. 1 let. a OEaux); et pouvant être raisonnablement exigible (Zumutbar) lorsque les coûts du raccordement ne sont pas sensiblement plus élevés que ceux d'un raccordement comparable dans la zone à bâtir (art. 12 al. 1 let. b OEaux). Dans le cas contraire (p. ex. construction hors du périmètre des égouts et raccordement excessivement coûteux) ou lorsqu'il est nécessaire d'évacuer des eaux usées spéciales, il convient d'assurer une évacuation par un procédé particulier approprié (art. 12 et 13 LEaux ; Eloi JEANNERAT, in : Heinz Aemisegger et al. [éd.], Commentaire pratique LAT : Planifier l'affectation, Zurich 2016, no 38 ad art. 19 LAT).

### **E. 23**

Un raccordement est opportun lorsque les conditions topographiques sont telles qu'il peut être réalisé sans problème, sans travaux de construction particuliers en fonction des conditions topographiques ou du terrain à bâtir, et que la capacité de la canalisation n'est pas dépassée par un tel raccordement. L'opportunité ne peut pas être contestée en arguant qu'un autre mode d'évacuation des eaux usées serait équivalent, voire supérieur, au raccordement à l'égout. Cela irait à l'encontre de la volonté du législateur d'imposer une obligation générale de raccordement, laquelle se fonde non seulement sur des considérations techniques d'évacuation des eaux, mais vise également à assurer un financement équilibré, commun et égal pour tous

- 15/20 - A/2390/2023 des canalisations et installations d'épuration (ATF 115 Ib 28 consid. 2b.aa ; 112 Ib 51 consid. 5 ; 107 Ib 116 consid. 2a). Cette position est également soutenue dans la doctrine (Hans W. STUTZ/Jeannette KEHRLI, op. cit., n 19).

Pour cette raison, même s'il existe une solution alternative fonctionnelle pour l'élimination des eaux usées (p. ex. une petite installation d'épuration des eaux usées), le raccordement à la canalisation publique peut être exigé dès que la construction concernée se trouve dans le domaine de la canalisation publique selon l'art. 11 al. 2 LEaux. Si, par exemple, une petite installation d'épuration des eaux usées a été autorisée en dehors du domaine de la canalisation publique et que la commune viabilise ultérieurement le secteur en termes de canalisation, la construction concernée se trouve alors désormais dans le domaine de la canalisation publique selon l'art. 11 al. 2 let. b LEaux. Un raccordement doit être effectué, même si la forme alternative d'évacuation des eaux usées autorisée auparavant fonctionne parfaitement (Hans W. STUTZ/Jeannette KEHRLI, op. cit., n 24).

### **E. 24**

Pour vérifier si le raccordement est raisonnablement exigible, il faut se baser sur la somme des coûts effectivement à supporter (ATF 132 II 515, consid. 4). L'appréciation des coûts du raccordement aux égouts publics hors de la zone à bâtir au sens de l'art. 12 al. 1 let. b

O Eaux exige la prise en compte de l'ensemble des frais effectivement supportés par le propriétaire concerné. Il ne se justifie donc pas de faire abstraction de la taxe de raccordement, même au motif que les propriétaires des immeubles sis en zone à bâtir s'acquittent également d'une taxe de même nature. En effet, le montant de cette taxe et la manière de la calculer peuvent différer selon que l'immeuble à raccorder est situé en zone à bâtir ou à l'extérieur de celle-ci. La taxe de raccordement doit donc être prise en considération au même titre que les autres coûts (ATF 132 II 515, consid. 4). En outre, il convient aussi de prendre en compte une éventuelle subvention accordée par la commune, dans la mesure où elle est établie (ATF 132 II 515 consid. 5.2).

#### **E. 25**

L'évaluation des frais pouvant encore être considérés comme raisonnables est généralement basée sur les frais occasionnés par « équivalent-habitant », cet indice correspondant au nombre de chambres à coucher, de pièces d'habitation et de travail d'une maison d'habitation (sans cuisine, salle de bain, WC, etc.). Mais il est également possible de procéder à une évaluation forfaitaire en fonction de la taille de la maison. Quoiqu'il en soit, il n'est pas possible de définir une valeur fixe qui serait encore considérée comme un montant acceptable, car il n'existe pas de valeur de référence absolue, mais plutôt des différences régionales (Hans W. STUTZ/Jeanette KEHRLI, op. cit., n 14).

#### **E. 26**

Dans sa jurisprudence, sachant que le montant des coûts de raccordement raisonnables a en principe augmenté au fil du temps, dans le cadre de l'évolution générale des prix, le Tribunal fédéral n'a pas considéré comme excessif un coût de raccordement de CHF 5'000.- par EH d'une habitation non affectée à l'agriculture (ATF 115 Ib 28 consid. 2b/bb p. 32), sous réserve des différences régionales en matière de coûts de la construction (arrêts 1A.67/1991 du 5 février 1992, consid. 3b

- 16/20 - A/2390/2023 et 1A.172/1990 du 19 août 1991, consid. 3b). De même, n'est pas disproportionné un coût de raccordement équivalant à 3,3 % de la valeur officielle du bien-fonds (arrêt 1A.162/1989 du 24 avril 1990, consid. 4c) ou à 2,5 % de la valeur estimative des bâtiments (arrêt A.359/1985 du 10 juin 1986, consid. 2 in fine). Dans d'autres cas, le Tribunal fédéral a jugé admissible un coût global de CHF 10'000.- pour un raccordement de 12 m (arrêt A.27/1985 du 17 février 1986), de CHF 18'650.- pour un raccordement d'une centaine de mètres (arrêt 1A.316/1996 du 23 avril 1997), de CHF 20'000.- pour un raccordement de 40 m (arrêt A.196/1984 du 5 novembre 1985, consid. 4d) et de CHF 23'000.- pour un raccordement de 92 m (arrêt 1A.115/1989 du 25 avril 1990). Le Tribunal fédéral a également jugé admissible au regard de ces critères un coût global de CHF 52'000.- concernant un raccordement de 96 m pour trois maisons d'habitation comprenant onze EH (arrêt 1A.183/1997 du 28 novembre 1997), ainsi qu'un coût de CHF 14'000.- pour trois EH (arrêt 1A.48/1998 précité). En 2001, le Tribunal fédéral a considéré qu'un coût de CHF 6'700.- par EH n'était pas excessif (arrêt 1A.1/2001 du 7 mai 2001, consid. 2c/bb). Enfin, dans l'ATF 132 II 515, le Tribunal fédéral a estimé qu'un montant de l'ordre de CHF 6'800.- par EH à la charge du propriétaire pour la réalisation d'un raccordement d'une longueur de 120 m n'était pas excessif (consid. 5.2).

#### **E. 27**

La décision relative à l'opportunité et à l'exigibilité du raccordement est une décision discrétionnaire, ce qui exige de l'autorité compétente qu'elle exerce son pouvoir

d'appréciation de manière consciencieuse, en évaluant et en appréciant tous les points de vue déterminants (Hans W. STUTZ/Jeanette KEHRLI, Commentaire de la loi sur la protection des eaux et de la loi sur l'aménagement des cours d'eau, 2016 ad art. 11 LEaux, n 9).

#### **E. 28**

Le principe de la proportionnalité, garanti par les art. 5 al. 2 et 36 al. 3 Cst., se compose des règles d'aptitude – qui exige que le moyen choisi soit propre à atteindre le but fixé –, de nécessité – qui impose qu'entre plusieurs moyens adaptés, l'on choisisse celui qui porte l'atteinte la moins grave aux intérêts privés – et de proportionnalité au sens étroit – qui met en balance les effets de la mesure choisie sur la situation de l'administré et le résultat escompté du point de vue de l'intérêt public (ATF 140 I 218 consid. 6.7.1 ; 136 IV 97 consid. 5.2.2 ; 135 I 169 consid. 5.6).

Le principe de proportionnalité permet ainsi une certaine flexibilité, en particulier lorsqu'un équipement n'est pas obligatoirement nécessaire pour des raisons de police ou environnementales (Eloi JEANNERAT, op. cit., no 36 ad art. 19 LAT). Les articles 12 al. 4 et 13 LEaux autorisent d'ailleurs, sous conditions, une évacuation des eaux usées par un autre biais que le raccordement à l'égout.

#### **E. 29**

En l'espèce, en tant que propriétaire du bien-fonds, il appartient, en principe, à la recourante de raccorder son bien-fonds au système public d'assainissement mis en place par la commune (art. 65 al. 1 LEaux-GE), sauf exception selon les art. 12 OEaux et 67 al.1 let. a LEaux-GE.

- 17/20 - A/2390/2023

À cet égard, l'hypothèse d'une canalisation d'une longueur de plus de 300 m de long n'est manifestement pas donnée.

Seules doivent donc être examinées le caractère opportun et raisonnablement exigible du raccordement litigieux.

Sous l'angle de l'opportunité, il ressort des explications de l'ingénieur de l'OCEau et des observations de cette autorité du 18 septembre 2023 que la réalisation du raccordement au collecteur public d'assainissement apparaît opportune, dès lors que la commune est en train de finaliser la construction du collecteur public d'assainissement. En effet, si la recourante fait état d'une autre solution, soit le raccord direct au domaine public au point le plus proche (50 m), cette solution n'est manifestement pas réalisable techniquement en raison de la topographie du terrain et du fait qu'à cet endroit, la canalisation est sous pression. L'OCEau a par ailleurs ajouté que pour réaliser un tel raccord, cela nécessiterait la création d'une station de pompage, soit une variante déjà jugée excessivement onéreuse pour la recourante par l'ancienne commission de recours dans sa décision de 1993. À toutes fins utiles, comme indiqué précédemment, selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, le fait qu'il existe une alternative n'est pas propre à rendre le raccordement sollicité inopportun.

Sous l'angle de son exigibilité, si les frais de raccordement avancés dans le devis du 28 février 2024 de la société J\_\_\_\_\_ SA sont certes importants et que le tribunal n'a pas de raison de douter de l'impact financier de ceux-ci pour la situation de la recourante, il ne faut pas perdre de vue que cet élément a déjà été pris en compte dans le cadre de la tolérance de

5 ans accordée à la recourante par l'OCEau lors de la délivrance de l'autorisation de construire DD 6\_\_\_\_\_. En effet, pour rappel, l'OCEau avait conditionné son préavis favorable du 12 novembre 2018 notamment au fait que compte tenu des circonstances du cas d'espèce et du faible nombre d'EH, malgré la vétusté de l'installation d'assainissement individuel, celle-ci était tolérée pendant les cinq années à venir avec pour objectif un raccordement au système public d'assainissement à construire. La recourante était donc manifestement consciente à ce stade déjà que le raccordement devrait être effectué, au plus tard cinq ans après et ce raccordement futur était ainsi inscrit en tant que condition reprise dans l'autorisation de construire, laquelle est ainsi opposable à la recourante.

De plus, la situation actuelle ne correspond pas à celle prévalant au moment de la décision de la commission de recours de 1993, où le raccordement avait été jugé excessif. En effet, à la lecture de cette décision, hormis le coût des travaux de raccordement, ce qui avait manifestement été déterminant était le parfait état d'entretien de la fosse individuelle par rapport aux coûts qu'entraînerait un raccordement à cette époque. Or, la recourante ne fournit aucun élément à cet égard, hormis ses allégations non démontrées quant à l'état de la fosse et son entretien, et les seules constatations versées au dossier sont celles de l'ingénieur de l'OCEau, lequel, photographies à l'appui, a mis en doute le fait que cette installation individuelle soit en parfait état d'entretien vu les chevelus racinaires au niveau du

- 18/20 - A/2390/2023 regard de la fosse, étant au surplus rappelé que les installations privées doivent être maintenues par leurs propriétaires en parfait état d'entretien et de fonctionnement (art. 77 al. 1 LEaux-GE). Il est ainsi indéniable que le maintien de la fosse existante entraînerait à tout le moins un investissement financier afin de réaliser les investigations quant à son état actuel, sa mise aux normes ainsi son entretien futur, compte tenu de la vétusté de cette installation. Il est ainsi douteux d'affirmer, en l'état, que le maintien de l'installation d'évacuation individuelle existante soit véritablement plus avantageux financièrement pour la recourante. Dans cette mesure, il ne saurait être retenu que l'installation existante serait suffisante pour permettre à la recourante de déroger à son obligation de raccordement, et elle ne parvient pas à démontrer le contraire.

Il convient aussi de prendre en compte le fait que l'étude réalisée en 2017 a démontré que la pollution importante dont était victime le nant du K\_\_\_\_\_ exigeait un assainissement au regard du grave impact sur le milieu naturel et du non-respect répété des exigences de la législation fédérale sur la protection des eaux. Le raccordement exigé par la décision querellée vise ainsi à permettre l'assainissement du nant du K\_\_\_\_\_, soit un intérêt public prépondérant au seul intérêt privé financier de la recourante.

Il ne faut également pas perdre de vue que les coûts de travaux de raccordement dépendent des régions et de la complexité de chaque situation, comme l'a indiqué le Tribunal fédéral dans sa jurisprudence.

Or, en l'absence de démonstration du caractère inopportun des travaux, notamment par la présentation d'autres devis, d'éléments indiquant le parfait état de la fosse existante ou d'autres indices permettant de conclure au caractère disproportionné des travaux tels que proposés par l'entreprise J\_\_\_\_\_ SA, vu la topographie particulière du terrain, il n'apparaît pas que le coût des travaux serait disproportionné. Au demeurant, lors de l'audience de comparution des parties, l'OCEau s'est déclaré favorable au fait de décaler la réalisation du raccordement afin de ménager l'impact financier des travaux pour la recourante.

À cet égard, il convient de rappeler à la recourante que si la décision querellée l'oblige à procéder au raccordement dans un certain délai, rien ne l'empêche de rechercher une offre d'un concurrent pour diminuer le coût des travaux, de sorte à les rendre plus supportables financièrement. En outre, dès lors que la commune avait déjà avancé les frais nécessaires à un citoyen de la commune, aussi viticulteur, il n'est pas exclu que cette autorité puisse apporter son aide dans le financement du projet pour permettre à la recourante de le supporter et de respecter son obligation de raccordement.

Par conséquent, compte tenu de l'ensemble des circonstances du cas d'espèce, il apparaît que le raccordement sollicité par l'OCEau est raisonnablement exigible et proportionné, étant précisé que compte tenu du caractère discrétionnaire de la décision relative à l'opportunité et à l'exigibilité du raccordement, le tribunal de

- 19/20 - A/2390/2023 céans doit faire preuve de retenue, sauf à statuer en opportunité, ce que la loi lui interdit de faire (art. 61 al. 2 LPA).

### **E. 30**

Mal fondé, le recours est rejeté et la décision confirmée.

### **E. 31**

En application des art. 87 al. 1 LPA et 1 et 2 du règlement sur les frais, émoluments et indemnités en procédure administrative du 30 juillet 1986 (RFPA - E 5 10.03), la recourante, qui succombe, est condamnée au paiement d'un émolument s'élevant à CHF 1'200.- ; il est partiellement couvert par l'avance de frais versée à la suite du dépôt du recours. Vu l'issue du litige, aucune indemnité de procédure ne sera allouée (art. 87 al. 2 LPA).

- 20/20 - A/2390/2023

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.